

TÉLÉPHONIE 3G

Mobilis dénonce de «graves infractions»

Des performances notables ont été réalisées par l'opérateur public de téléphonie Mobilis qui déplore par ailleurs des «infractions graves» concernant la téléphonie mobile de 3^e génération.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le président-directeur général de l'entreprise publique de téléphonie mobile Mobilis, Saâd Damma, a animé une conférence de presse, jeudi dernier à l'hôtel Hilton. Une opportunité médiatique consacrée à l'opération de prise en charge de 240 supporters de l'équipe nationale de football lors du Mondial-2014 et à laquelle participent les partenaires équipementiers et distributeurs de l'opérateur. Mais aussi l'occasion pour le premier manager de Mobilis de présenter les performances notables, conformes aux prévisions et validées, réalisées par l'opérateur en 2013 et durant les cinq premiers mois de 2014. Ainsi, Mobilis a vu son chiffres d'affaires augmenter de 27% durant l'année 2013, la plus importante progression par rapport aux autres opérateurs. Egalement, l'opérateur public a vu le nombre de ses abonnés croître de 17,4% durant le même exercice. Concernant les cinq premiers mois de l'année en cours, Saâd

Damma a également relevé la croissance de 22% de son chiffre d'affaires par rapport à la même période de 2013. Quant au nombre d'abonnés, l'on relève une croissance de 18% entre les deux périodes, soit une augmentation de 2,58 millions de clients. Ainsi, Mobilis enregistre une évolution de son nombre d'abonnés à 13,3 millions de clients, au profit desquels un vaste programme de déploiement commercial a été lancé. En outre, le P-dg de l'opérateur public a indiqué que son entreprise a investi pour plus de 10 milliards de dinars pour le développement du réseau technique de la téléphonie mobile de troisième génération (3G) notamment. A ce propos, Saâd Damma a assuré que Mobilis sera au rendez-vous en décembre 2014 pour l'extension du déploiement de la 3G dans 16 nouvelles wilayas, l'opérateur couvrant déjà une trentaine de wilayas. Toutefois, le P-dg de Mobilis était dans l'incapacité de préciser le nombre d'abonnés de la 3G depuis son lancement commercial en



Saâd Damma a animé une conférence de presse, jeudi dernier à l'hôtel Hilton.

décembre dernier, dans la mesure où les critères opérationnels de comptage ne sont pas encore définis. Néanmoins, des dizaines de milliers de clients affluent quotidiennement au niveau des points de vente agréés, des espaces dédiés et des agences commerciales, observe M. Damma qui indique également que la bande passante ne cesse d'augmenter. Concernant les prix de la 3G, le P-dg de Mobilis observe que des réductions sont possibles à terme, à la

condition de développer le contenu mobile local et de la disponibilité de la bande passante à l'international. L'opportunité, ce faisant, pour le premier manager de dénoncer de «graves infractions» des procédures juridiques et des conditions d'exploitation de la 3G. Des violations qu'il estime préjudiciables au développement du marché algérien, contrairement à la réglementation et «ne reflètent pas le professionnalisme et ne visent pas à créer une concurrence loyale».

Ph. DR.

Ainsi, le premier manager de Mobilis appellera les autorités compétentes dont l'Autorité de régulation sectorielle à «prendre les mesures nécessaires» en vue de «mettre un terme à ces infractions». Dans ce contexte, Saâd Damma évoquera d'autres performances notables réalisées par son entreprise. Ainsi, Mobilis a vu son Ebidta (bénéfices avant intérêts, taxes et amortissements) croître à 29 milliards de dinars, durant les derniers mois. Voire, l'entreprise a réalisé une plus-value de 35 milliards de dinars, des bénéfices excédentaires que Mobilis investit localement, sans transferts extérieurs, indique-t-on. D'autre part, Saâd Damma a indiqué que son entreprise sera au rendez-vous du lancement de la téléphonie mobile de 4^e génération. Comme il a précisé que le processus d'interdiction en bourse de son entreprise, avalisé par le Conseil des participations de l'Etat, «se poursuit normalement». Ainsi, les procédures relatives à cette introduction devraient être avalisées lors de la prochaine assemblée générale de Mobilis, avant le lancement de l'opération d'évaluation qui devrait s'étaler sur 3 ou 4 mois, note-t-il.

C. B.

ONZIÈMES TROPHÉES DE L'EXPORT

Les laiteries Soummam et HB Technologies parmi les récipiendaires

Les laiteries Soummam et l'entreprise de production de cartes intelligentes H B Technologies figurent parmi les récipiendaires des Onzièmes Trophées de l'export. L'exportabilité des produits locaux est liée à leur qualité selon Amara Benyounès qui appelle les opérateurs économiques nationaux à ne pas avoir «peur de l'ouverture».

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Performantes et actives en matière d'exportations hors hydrocarbures, davantage de sociétés algériennes le sont. Lors d'une cérémonie organisée mercredi dernier par le World Trade Center Algeria (WTCA), en présence du ministre du Commerce, Amara Benyounès, les Trophées de l'Export 2013, les onzièmes du genre depuis 2003, ont été décernés à six entreprises algériennes. Ainsi, le Trophée Export a été attribué à la Sarl Laiterie Soummam, leader dans la fabrication de produits frais et couvrant bien le marché domestique mais qui a aussi exporté pour 3 millions d'euros notamment vers la Libye. Deux trophées d'encouragement ont été décernés à la société SOPI, spécialisée dans la fabrication de pâtes alimentaires et couscous (label MAMA), et à l'entreprise Chiali Tubes, opérant dans la fabrication des tubes PVC. Le Trophée Spécial du Jury (constitué des représentants du WTCA, de l'Association nationale des exportateurs algériens, de la Direction générale des Douanes, de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie et du Forum des Chefs d'entreprises) a été décerné au groupe SAH, spécialisé dans la fabrication et commercialisation d'articles hygiéniques tandis que le Trophée Institution a été attribué au Centre national de l'informatique et

des statistiques (CNIS) qui relève des Douanes algériennes. Le Prix d'Honneur a été décerné à la société privée HB Technologies, opérant dans le domaine de la production et personnalisation des cartes bancaires et intelligentes et fourniture de solutions de sécurité. Fournisseur au niveau national de banques et opérateurs de téléphonie mobile et engagé dans une stratégie d'internationalisation, HB Technologies contribue à la réduction de la facture d'importation, avec un chiffre d'affaires à l'export de quelques 700 000 euros réalisés dans des marchés d'Europe du Nord. Ainsi, des entreprises nationales sont capables de contribuer à la réduction de la facture d'importation, au développement d'une production locale et novatrice et à l'impulsion d'une dynamique d'internationalisation efficace. A charge cependant que «les autorités fassent confiance aux entreprises locales», dira le P-dg de H B Technologies, Abdelhamid Benyoucef, où que les moyens logistiques et autres soient davantage disponibles pour les opérateurs nationaux, le gérant de la Sarl Laiterie Soummam, Lounis Hamitouché, évoquant le besoin d'avions frigorifiques. Ainsi, les Trophées Export dont une soixantaine a été décernée depuis 2003 démontrent que le produit algérien est valorisable à l'extérieur et que des exportateurs arrivent à se placer sur les marchés internationaux même pour des montants peu significatifs. En ce sens, le directeur général du WTCA, Ahmed Tibaoui relève que plus de 500 opérateurs ont réussi cette dynamique «malgré, souvent, beaucoup de difficultés inhérentes à notre système économique qui est mieux organisé pour les importations que pour les exportations». Certes, différentes mesures ont été initiées ou sont envisagées par les pouvoirs publics pour améliorer l'environnement des exportations hydrocarbures, d'autant que celles-ci atteignent à peine 3,5% des exportations globales et que la triple nécessité de diversifier l'économie natio-

nale, préparer l'après-pétrole «dès aujourd'hui» et de mettre en place une économie de production s'impose selon M. Tibaoui. Néanmoins, ces mesures «restent insuffisantes au regard des exportateurs qui rencontrent beaucoup de difficultés», dira le responsable du WTCA qui estime, ce faisant, que «c'est un travail de longue haleine pour transformer notre économie du statut d'importatrice à celui d'exportatrice». Certes, le ministre du Commerce reconnaît la persistance d'«entraves» à la dynamique d'exportation. Toutefois, il évoquera l'élargissement projeté des domaines d'intervention du Fonds spécial des exportations et assurera de la disponibilité permanente des pouvoirs publics. Néanmoins, Amara Benyounès estime que l'exportation des produits hors hydrocarbures locaux vers des marchés fort concurrentiels est possible mais reste liée à leur qualité, leur conformité aux standards mondiaux. Un produit qui «n'est pas bon ne peut être exportable malgré les aides de l'Etat», assure le ministre du Commerce qui estime qu'il revient à l'Etat de soutenir les produits dotés d'avantages comparatifs. En ce sens, Amara Benyounès réfute toute crainte quant à l'impact de l'adhésion attendue à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur la production nationale. «Personne ne va brader l'économie nationale et la production nationale», déclare le ministre du Commerce qui considère qu'«il ne faut pas avoir peur de l'ouverture». Pour autant, il ne s'agit pas de mettre sur le marché domestique des produits insuffisants, de mauvaise qualité et à des prix élevés, avertit M. Benyounès. Il s'agit plutôt de mettre sur le marché des produits dont la qualité soit approchante de celle des produits importés, dont le prix le soit également et dont la disponibilité soit continue, estime-t-il. Sinon, «on ne peut pas fermer la porte aux importations», dira-t-il.

C. B.

POUR BOOSTER LA CADENCE DES TRAVAUX

Tebboune et Labidi à Constantine

Les ministres de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, et de la Culture, M^{me} Nadia Labidi, ont effectué jeudi une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Constantine où ils ont examiné les différents chantiers ouverts inscrits dans le cadre de la manifestation de 2015.

M. Tebboune a particulièrement insisté sur la nécessité de respecter les délais de réalisation en proposant de travailler en équipes de 2x8 afin d'accélérer la cadence des travaux.

Cependant, ce dernier n'a pas mâché ses mots concernant certains projets qui entraînent encore à l'exemple du pavillon des expositions dont il a exigé la réception avant la date du 31 janvier.

Il a notamment donné des instructions très claires concernant le choix et la qualité des matériaux, en soulignant qu'il était essentiel d'aller vers ce qui est durable. Les deux hôtes de Cirta se sont dirigés vers le projet (presque achevé avec un taux d'avancement de 95%) de la grande salle de spectacle type «Zénith», située sur les hauteurs de Zouaghi-Slimane, où ils ont assisté à un exposé réalisé par la Dep (Direction des équipements publics) présentant à la nouvelle ministre de la

Culture les différents projets qu'abritera la ville des Ponts prochainement.

Ils se sont rendus au cours de cette visite d'inspection notamment sur les chantiers de réhabilitation du Palais de la culture Malek-Haddad, de la Maison de la culture Mohamed-Laid Al Khalifa, de l'ex-siège de la wilaya, des locaux de l'ex-Monoprix, de la Médersa, de la Grande Mosquée, au musée de l'art et de la bibliothèque urbaine au niveau de Bab-El-Kantara.

Rym Souici

RESPECT DU CODE DES MARCHÉS PUBLICS, ÉTUDES, IMPORTATIONS...

Les engagements de Hocine Necib

Le ministre des Ressources en eau a rassemblé, jeudi, les 48 directeurs de wilaya de l'hydraulique. Une rencontre durant laquelle Hocine Necib a appelé au strict respect des règles relatives aux passations de marchés publics. «Dans certaines wilayas, j'ai eu l'occasion de constater le recours systématique au moins-disant dans la sélection des entreprises de réalisation. Mais cela donne lieu à des problèmes lorsque ces entreprises ne sont pas préqualifiées. Je vous demande donc de sélectionner le mieux-disant, en termes de prix et de qualité. Le recours au moins-disant a provoqué des dégâts dans plusieurs secteurs», a souligné le ministre lors de cette rencontre organisée au Cercle national de l'armée. La directive de Necib vise à lever les appréhensions. «Les cadres qui agissent dans le strict respect de la réglementation n'ont absolument rien à craindre. Ils sont totalement protégés. Dans le registre des recommandations, Necib a exigé une maturation des études avant le lancement des travaux de réalisation. Il citera à ce titre le concept américain qui fait que la phase d'étude est plus longue que la phase de la réalisation. Le ministre a également annoncé la mise en place d'un système d'audit des cahiers des charges.

L'objectif de cette action étant d'améliorer «la qualité des cahiers des charges». Notons enfin que Hocine Necib s'est montré très ferme sur la question des importations de matériaux. Il a affirmé que la priorité doit être accordée aux producteurs locaux.

T. H.